

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 29 de la Partie I

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (Titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (Suppléant, Luxembourg)

Article 29: La politique étrangère et de sécurité commune de l'Union

1. ~~1.~~—L'Union européenne s'engage à conduire une politique étrangère et de sécurité commune, fondée sur un développement **progressif** de la solidarité politique mutuelle des États membres, sur l'identification progressive des questions présentant un intérêt général et sur la réalisation d'un degré toujours croissant de convergence des actions des États membres.
2. L'action de l'Union sur la scène internationale *repose sur* [s'inspire] des principes qui ont présidé à sa création, à son développement et à son élargissement et qu'elle vise à promouvoir dans le reste du monde : la démocratie, l'État de droit, l'universalité, et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales, le respect de la dignité humaine, les principes d'égalité et de solidarité et le respect du droit international conformément aux principes de la Charte des Nations Unies. L'Union s'efforce de développer des relations, et de construire des partenariats avec les pays et avec les organisations régionales ou mondiales qui partagent ces valeurs. Elle favorise des solutions multilatérales aux problèmes communs, en particulier dans le cadre des Nations Unies.
3. L'Union européenne définit et mène des politiques communes et des actions de l'Union, et œuvre pour assurer un degré de coopération maximal dans tous les domaines des relations internationales afin de :
 - a) sauvegarder les valeurs de l'Union, les intérêts fondamentaux, l'indépendance et l'intégrité de l'Union ;
 - b) consolider et soutenir la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et les principes du droit international ;
 - c) préserver la paix, prévenir les conflits et renforcer la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies ;

- d) soutenir le développement économique et social durable des pays en voie de développement dans le but essentiel d'éradiquer la pauvreté, en particulier dans les pays à faible revenu ;
- e) encourager l'intégration de tous les pays dans l'économie mondiale, y compris par la suppression progressive des obstacles au commerce international ;
- f) élaborer des mesures internationales pour préserver *et améliorer* l'environnement et les ressources naturelles mondiales, et assurer un développement durable ;
- g) aider les populations, les pays et les régions confrontés à des catastrophes d'origine humaine ou naturelle ; et
- h) promouvoir un système international basé sur une coopération multilatérale renforcée, et une bonne gouvernance mondiale.

42. Le Conseil européen identifie les intérêts stratégiques de l'Union et fixe les objectifs de sa politique étrangère et de sécurité commune. Le Conseil des ministres élabore cette politique selon les modalités de la Partie II de la Constitution.

~~3. — Le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent les décisions nécessaires.~~

54. Cette politique étrangère et de sécurité commune est exécutée par le Ministre des Affaires étrangères de l'Union et par les États membres, en utilisant les moyens nationaux et ceux de l'Union.

~~5. — Les États membres se concertent au sein du Conseil et du Conseil européen sur toute question de politique étrangère et de sécurité présentant un intérêt général en vue de définir une approche commune. Avant d'entreprendre toute action sur la scène internationale ou tout engagement qui pourrait affecter les intérêts de l'Union, chaque État membre consulte les autres au sein du Conseil ou du Conseil européen. Les États membres assurent, par la convergence de leurs actions, que l'Union puisse faire valoir ses intérêts et valeurs sur la scène internationale. Les États membres sont solidaires entre eux.~~

6. Le Parlement européen est consulté sur les aspects principaux et choix fondamentaux de la politique étrangère et de sécurité commune, et est tenu informé de son évolution.

7. En matière de politique étrangère et de sécurité commune, le Conseil européen et le Conseil des ministres adoptent des décisions à l'unanimité, sauf dans les cas prévus dans la Partie II de la Constitution. Ils se prononcent sur une proposition d'un État membre, ou du Ministre des Affaires étrangères de l'Union, seul ou conjointement avec la Commission.
8. Le Conseil européen peut décider à l'unanimité que le Conseil statue à la majorité qualifiée dans d'autres cas que ceux visés dans la Partie II de la Constitution.

Explication éventuelle :

ad paragraphe 1.: inutile, car le développement est par définition progressif

ad paragraphe 2 et 3: les dispositions de l'article 1^{er} de la Partie II trouvent plutôt leur place dans la partie I;

ad paragraphe ex-3.: Le principe est déjà contenu dans le paragraphe 2 et les modalités seront fixées dans les dispositions de la partie II de la Constitution

ad paragraphe ex-5.: une telle disposition n'a pas sa place dans la Partie I de la Constitution et il est donc suggéré de l'intégrer à l'article 10 de la Partie II.